

Les secrets du Djihad noir

Par *admin*

Créé le 2016-11-05 18:05

0,00€

SKU: AR-FR-58/591611016

Auteur:

[Tançrède Wattelle](#)

Le terme de « black jihad » est utilisé par le juge antiterroriste français Marc Trévidic¹ début 2013, alors que les préoccupations concernant le Mali se précisent. Le concept désigne alors la radicalisation de combattants franco- africains et ses corollaires. Désormais, il désigne le même phénomène mais élargi aux ethnies noires d’Afrique de l’Ouest. Depuis l’opération Serval, les groupes armés terroristes d’inspiration djihadiste n’ont cessé de muter. Forcés de s’adapter pour survivre, ils se sont progressivement détachés de leur berceau algérien pour descendre dans le sud, au contact d’ethnies que leur djihad maghrébin les avait toujours incités à mépriser. Un milieu favorable, mêlant conjoncture économique, absence de l’État de droit et tensions interethniques, leur a permis de s’établir durablement dans certaines zones et de se réorganiser,mettant en danger les forces de l’opération française Barkhane ainsi que celles de la Minusma.

Les attentats de Bamako en novembre 2015, de Ouagadougou en janvier 2016 et du Grand-Bassam en Côte d’Ivoire en mars 2016, démontrent une résurgence de la menace terroriste, l’augmentation de leur marge de manœuvre et la progression territoriale et ethnique de ces idéaux. En effet, des membres de l’ethnie peule (ou fulanie) et songhaï font partie des exécutants de ces attaques. L’ancien ministre malien de la Défense mettait ainsi récemment en garde : « Les Peuls s’organisent pour se défendre. Ils se radicalisent. C’est très inquiétant. »²

Plusieurs facteurs ont fait de l’Afrique de l’Ouest un terreau propice à cette menace, avec de graves conséquences pour tous les pays concernés. Sur ces terres, le djihad a été dynamisé par le trafic d’esclaves qui a poussé certaines ethnies guerrières à vendre des villages entiers aux comptoirs européens. En tout, près de 3,4 millions de personnes auraient été déplacées en trois siècles³. Entre le djihad peul du Futa Djalon (1725) et la rébellion mahdiste soudanaise (1898), sept djihads noirs ont eu lieu, contribuant à augmenter les distinctions entre ethnies.

"La radicalisation de certains groupes Peuls est un fait inquiétant."

En particulier, les Peuls et Haoussas, ethnies nomades vivant principalement de l’élevage, se sont imposés face aux ethnies sédentaires pratiquant l’agriculture comme les Bambaras ou les Malinkés. Mais à l’image du djihad prôné contre ces ethnies nomades par le sultanat de Sokoto

(Nord du Nigeria), aucune ethnie noire ne semblait être à l'abri des guerres saintes visant la conversion du plus grand nombre à l'islam.

L'islam s'est aussi implanté de manière pacifique sur les axes transsahariens et sahéliens à l'aide des marchands haoussas, grands voyageurs. Cette dialectique historique est notamment utilisée par Hamadou Kouffa dans le titre de son mouvement (Front de Libération de la Macina) faisant référence au royaume de la Macina et revendiquant « le rétablissement du califat peul d'El Hadj Sékou Amadou »⁴.

La construction d'empires au XIXe siècle, qu'ils soient peul, haoussa ou toucouleur, permet de concrétiser la domination de ces ethnies en Afrique de l'Ouest et de construire une identité particulière fondée sur la résistance au colonisateur français. En effet, les rapports de force s'inversent avec l'arrivée des Français qui n'hésitent pas à s'allier aux Bambaras pour faire chuter l'empire toucouleur. Auxiliaires de la colonisation, les Bambaras font le choix de l'intégration dans l'empire colonial par l'école et la religion. À l'inverse, les Touaregs, Peuls et Maures décident de revendiquer leur singularité en utilisant l'arabe et en allant à l'école coranique.

En partant, les Français laissent les rênes du pouvoir à leurs alliés traditionnels, qui n'ont jamais manqué d'écartier les autres ethnies du pouvoir. On remarque donc une opposition ancestrale entre ethnies nomades et sédentaires, ainsi que pour les premiers, la construction d'une identité religieuse et historique forte, marquée par le regret d'un paradis perdu auquel font allusion les chefs des groupes terroristes.

Déjà marquée par la marginalisation des minorités, la région est, de plus, dans un état socio-économique désastreux, écrasé entre une pression démographique importante et un marasme économique aux conséquences calamiteuses. C'est l'un des axes de l'ouvrage *Africanistan* de Serge Michailof, selon lequel la sous-région est un baril de poudre en raison de nombreux ingrédients explosifs : crises agricoles, corruption des élites, confiscation du pouvoir, injustices sociales, tensions interethniques... À titre d'exemple, la sous-région du Sahel va passer de 67 millions d'habitants en 2015 à 132 millions en 2035, puis 210 millions en 2050⁵.

Un ancien ambassadeur de France dans la région pointe aussi du doigt l'absence de redistribution des richesses du sous-sol, que ce soit l'uranium au Niger, l'or au Mali ou le pétrole au Tchad⁶. De même, le journaliste Francis Kpatinde⁷ insiste sur l'insécurité consécutive à l'établissement d'autoroutes de la drogue, en lien avec les cartels de Colombie et au trafic d'armes en provenance de Libye. Deux facteurs contribuent à favoriser l'implantation physique des groupes armés terroristes. Le premier, plus géographique, consiste dans une porosité des frontières et une absence de présence étatique aux confins de leurs territoires respectifs. À cet égard, l'exemple de Souleymane Keïta, ancien émir de la katiba⁸ Khalid ibn Walid, est frappant : après l'attaque de ses positions dans la forêt de Sama, il aurait fui vers la Guinée, puis aurait été signalé en Sierra Leone.

L'Afrique de l'Ouest est, par sa diversité ethnique, un « foyer de conflictualité » entretenu par un jeu politique local complexe, selon un chercheur spécialisé sur Boko Haram⁹. L'anthropologue Boukary Sangaré explique ce basculement vers la violence et le djihadisme ainsi : « Nous sommes dans une région marquée par de nombreux conflits communautaires. [Les Peuls] ont donc dû s'armer pour se défendre. Ils ont sollicité l'aide des autorités, mais après leur refus, ils se sont tournés vers les djihadistes et notamment vers le Mu-

jao.»•10. Cette opposition est notamment très vive entre Peul et Bambara, à l'image des exécutions sommaires et des rafles qui ont émaillé la reprise du territoire peul par l'armée malienne•11. Le lien de cause à effet est immédiat, comme l'illustre ce spécialiste de l'ethnie : « [le FLM] dispose d'un grand vivier de combattants car cette région est délaissée depuis très longtemps par l'État et par les ONG ». En plus du contexte socio-économique et sécuritaire désastreux, les tensions interethniques minent des sociétés inégalitaires où la seule manière de se faire entendre ou de s'élever socialement est de rejoindre un groupe armé, qu'il soit terroriste ou pas.

De même, l'implantation de l'idéologie djihadiste est favorisée par un changement de mentalité, religieux et social, résultat d'un patient travail de sapes. En effet, si l'Afrique de l'Ouest francophone est plutôt de tradition hybride mêlant animisme et islam, le choix français de favoriser l'islam face à ces pratiques a participé à l'islamisation du sous-continent. Cependant, cette décision n'a pas empêché de promouvoir une tolérance salutaire dans des États multiethniques, vraies mosaïques religieuses. Plus récemment, on assiste à une radicalisation de l'islam local. Comme l'explique Francis Kpatinde, le problème viendrait en partie de l'opposition entre imams « officiels », reconnus par l'État, et imams « traditionnels ».

Le financement historique de nombreuses écoles coraniques et mosquées par les monarchies wahhabites du Golfe au Sénégal□12, au Mali ou au Niger semble avoir aussi joué un rôle prépondérant dans la radicalisation des ethnies noires□13. L'implantation des Frères Musulmans et d'ONG salafistes comme Qatar Charity ou Islamic Relief ont notamment fortement influencé la pratique de l'islam au Niger□14. De plus, l'influence des écoles pakistanaises comme les mouvements Tabligh ou Dawa ne doit pas être sous-estimée, ayant formé des djihadistes connus comme Iyad Ag Ghali, Omar Ould Hamaha ou Hamadou Kouffa. Selon un haut responsable du contre-terrorisme français□15, c'est un « travail en profondeur qui a été fait » au niveau religieux, encouragé par la « mollesse des régimes à réagir contre une islamisation rampante » de la société.

En parallèle, des rancœurs générationnelles contribueraient à tendre les relations entre jeunes inactifs et leurs aînés. Selon un chercheur, on décèlerait dans le mal-être ambiant une volonté de refondre les relations socio-économiques, de renverser la hiérarchie sociale et de prendre le contrôle des notables, comme a pu le faire Boko Haram dans son territoire. Loin de jouer le rôle de garde-fou qui devrait lui être dévolu, une partie du clergé musulman d'Afrique de l'Ouest tend donc à dévier de ses traditions tolérantes pour professer un islam plus rigoriste, proche des conceptions djihadistes.

"Des Maures et des Touaregs ont été intégrés dans le dispositif Aqmi."

« Jusqu'ici, le djihad était arabe et les candidats noirs traités avec un peu de mépris par les islamistes. Avec le Mali, l'émergence d'un ' black jihad ' est à redouter. ». Cette déclaration de Marc Trévidic montre bien les mutations du djihad sahélien où la hiérarchie est bouleversée par l'obligation de survie consécutive à l'intensification de la répression. Depuis l'opération Serval durant laquelle les Noirs des katibas étaient considérés comme des sous-fifres mal-nourris et mal-logés, placés en première ligne et abandonnés par leurs chefs dans l'Adrar des Ifoghas□16, un réel tournant s'est opéré, allant de pair avec l'affaiblissement des katibas algériennes d'Aqmi. Selon un général de la zone, « c'est une évidence depuis quelque temps, ces groupes qui trouvent leur source en Algérie recrutent désormais principalement dans les populations subsahariennes »□17.

Poursuivant sa stratégie historique de mouvements décentralisés et très autonomes, le recrutement des groupes terroristes s'est universalisé, notamment au niveau des cadres. Ce sont d'abord les Maures et les Touaregs qui ont été intégrés dans le dispositif Aqmi, créant leur propre katiba, Youssef ibn Tachfin, sous le commandement de Sedane Ag Hita. Avant cela, la katiba al-Ansar, dirigée par Amada Ag Hama, constituait l'exemple-type de la radicalisation des Touaregs. Cette intégration d'éléments ralliés s'est faite de manière traditionnelle à l'aide de mariages, à l'image de celui de Mokhtar Belmokhtar, chef de la katiba al-Mourabitoune¹⁸. Cependant, l'intégration de recrues noires s'est faite bien différemment, avant tout par la création d'entités indépendantes qui ont fini par se rallier à Ansar Dine, comme le FLM ou la katiba Khalid ibn Walid.

Pionnier, le Mujao avait aussi créé une katiba composée exclusivement de Songhaïs, Ansar Suna, et avait confié le commandement de sa katiba Usman dan Fodio au Nigérien Bilal Hicham, remplacé depuis par un Béninois¹⁹. Son discours égalitariste et teinté de racisme anti-touareg ne tarda pas à attirer des sympathisants parmi les Peuls, Songhaïset Maures de Gao²⁰. En particulier, ses liens forts avec des éléments de Boko Haram militent en faveur d'un rôle précurseur de cette unité qui sera conservé lorsque le Mujao et les Signataires par le Sang fusionneront pour créer al-Mourabitoune. La diversité du recrutement de ces groupes constitue une remise en cause de la grille de lecture traditionnelle d'opposition entre nomades et sédentaires. En effet, selon le général, « cela fait des années qu'ils recrutent parmi les Peuls au Niger et au Mali.

Aujourd'hui, on trouve aussi des Haoussas, des Bambaras, des Songhaïs, des Mossis... »²¹. À partir d'un djihad principalement maghrébin, les groupes armés ont progressivement réussi à se défaire de leur identité pour s'ouvrir aux ethnies noires et diversifier leur recrutement. Si toutes les ethnies sont représentées, les plus présentes sont aussi les plus opprimées et tenues à l'écart.

"Des « continuités familiales » facilitent les infiltrations au Sahel."

Cette mutation du djihad sahélien se traduit aussi par une nouvelle stratégie d'Aqmi en Afrique de l'Ouest, d'un côté par un repositionnement géographique et de l'autre par une nouvelle attitude. En effet, en raison de la diversification du recrutement se créent des réseaux avant tout dus à des continuités familiales et à la complexité des identités. Ainsi, de nombreuses recrues ont grandi entre deux pays, dont ils connaissent les forces et faiblesses, à l'instar d'Hassan Dicko (FLM) né et élevé au Mali de parents burkinabè. Les nouveaux terroristes peuvent bénéficier de complicités locales qui remettent en perspective l'importance de la cellule familiale. Selon la DGSE malienne, « la stratégie est d'autant plus inquiétante que ces moudjahidines, en plus du bénéfice de la couleur de peau, de la langue et de la connaissance du terrain, jouissent de continuités familiales dans toute la zone ouest-africaine, leur donnant la facilité de s'infiltrer, de s'équiper et d'atteindre les positions isolées des forces armées loyalistes sans risque d'être dénoncés »²².

On constate donc une poussée vers le Sud des groupes terroristes, représentés par le FLM et l'éphémère katiba Khalid ibn Walid, comme le relayent les renseignements maliens : « Son centre d'intérêt a migré vers le sud et on ne sait pas jusqu'où il ira »²³. Cette observation a d'ailleurs été confirmée par Djamel Okacha (Aqmi), selon lequel de jeunes recrues originaires du sud avaient pris en charge les opérations dans cette zone²⁴. Cet élargissement de facto de la zone d'action des djihadistes constitue l'avènement d'un déplacement du pivot terroriste

vers le sud et l'est, processus décrit par Guillaume Larabi sous le nom de B3S (bandes soudano-sahélo-saharienne) ²⁵.

De même, il semblerait qu'Aqmi se fasse plus discret : se fondant plus volontiers dans la population, les djihadistes évitent désormais les regroupements susceptibles d'attirer l'attention des drones. Face à la pression militaire opérée par les forces de Barkhane, ces derniers étonnent par une vivacité et une coordination impressionnante, observée notamment lors des attaques de Nampala, Ténenkou et Kidal (janvier 2015). L'attentat de Bamako (mars 2015) et l'enlèvement au Burkina Faso (avril 2015) ont entre temps démontré la marge de manœuvre considérable d'un groupe qu'on pensait affaibli.

Grâce à leurs liens avec certaines tribus (notamment les Ifoghas au Mali), des anciens d'Ansar Dine et une population ouvertement hostile aux troupes gouvernementales, Aqmi a consolidé des bases arrière. Pire, sa stratégie de communication s'est enrichie à l'aide des enseignements de l'État Islamique et son idéologie s'est altérée au contact des ethnies noires de salafisme africain et de millénarisme mahdiste, se radicalisant encore plus. Les mutations du djihad sahélien sont donc aussi géographiques avec la translation de l'arc de crise de l'Algérie, la Mauritanie et le Nord-Mali vers l'ensemble du Sahel. Dans le processus, Aqmi a retrouvé sa vigueur en s'appuyant d'un côté sur les locaux et de l'autre en altérant son idéologie au contact de sa nouvelle sphère d'influence.

Sur le long terme, les perspectives ne sont guère encourageantes. L'installation durable dans le Sud libyen d'un « hub terroriste » pour reprendre les mots de Jean-Yves Le Drian, le ministre français de la Défense, contribue à répandre une insécurité dopée par les trafics et les flux d'immigrants. La montée en puissance des capacités militaires locales en Mauritanie, au Tchad et au Mali ne permettra pas de combattre efficacement les djihadistes tant que ces derniers pourront s'appuyer sur la population locale. Il faudrait donc s'attacher à gagner les cœurs par des projets de développement et d'ouverture politique vers les minorités. Dans cette optique, l'exemple du pourrissement de la situation au Nord-Mali entre le GATIA, armé par Bamako, et la tribu des Ifoghas, soupçonnée de collusion avec les djihadistes, montre l'importance de la résolution des conflits locaux (Touaregs, Toubous) dans la lutte contre le terrorisme.

Face au phénomène de « black jihad », plusieurs considérations s'imposent, à commencer par la mobilité interafricaine des combattants, illustrée par les nombreux Sénégalais partis rejoindre l'État Islamique en Libye. De plus, la radicalisation de certaines ethnies pose aussi la question de l'anticipation et du déplacement de la menace, comme en témoigne un officier nigérien : « Ils sont capables de se fondre dans toutes les populations, donc ils peuvent frapper partout. Quelle sera la prochaine cible : Abidjan, Dakar, Niamey ? » ²⁶. Compte-tenu de l'importance des intérêts français au Sénégal et en Côte d'Ivoire, qu'ils soient militaires ou commerciaux, il s'agirait de prioriser le risque, d'autant qu'Aqmi et Ansar Dine ont de nouveau placé la France dans leurs viseurs ²⁷.

Comme a pu le souligner le commandant Larabi, il ne faut pas non plus sous-estimer l'importance de la Gambie, qui vient de se proclamer « État Islamique » ²⁸. Plus que jamais, il faut renforcer la coopération sécuritaire, notamment entre les pays du Sahel, mais aussi obtenir une prise de conscience à l'échelle européenne sur l'interdépendance des enjeux africains afin d'établir avec les partenaires sahéliens une première ligne de défense sécuritaire, religieuse et économique. Enfin, il convient de rester sur ses gardes face à l'aspect multidimensionnel de la menace : à l'instar de certains groupes au Nigeria se faisant passer pour

Boko Haram afin d'instiller la peur, des regroupements en entités criminelles peu idéologisées ont eu lieu pour profiter de la situation. Si réponse globale il doit y avoir, elle doit être inclusive et surtout trouver une solution au problème récurrent de la région, l'inactivité.

Tancrède Watelle

Notes

- 1 Toscer Olivier, « Terrorisme en France : on redoute l'émergence d'un black djihad », L'Obs, 20/01/2013
- 2 Carayol Rémi, « Mali: le FLM, un nouveau Boko Haram ? », Jeune Afrique, 25/08/2015
- 3 Hanne Olivier, Larabi Guillaume, Djihad au Sahel, Bernard Giovanangeli, 2015
- 4 Carayol Rémi, « Mali: Keïta et Kouffa, l'inquiétant du terroriste du Sud », Jeune Afrique, 03/12/2015
- 5 Michailof Serge, Africanistan, Fayard, 2015, p.50
- 6 Entretien avec l'auteur, 31/03/2016
- 7 Entretien avec l'auteur, 08/03/2016
- 8 Katiba : brigade d'une centaine d'éléments terroristes
- 9 Entretien avec l'auteur, 07/06/2016
- 10 Carayol Rémi, « Le FLM, un nouveau Boko Haram ? », Jeune Afrique, 25/08/2015
- 11 Idem
- 12 Tatu Natacha, « Au Sénégal, la contagion salafiste », L'Obs, 26/06/2016
- 13 Gresh Alain, « L'Arabie saoudite en Afrique non-arabe », Politique Africaine, n°10, juin 1983
- 14 Cf. Hanne Olivier, Larabi Guillaume, p.51
- 15 Entretien avec l'auteur, 26/04/2016
- 16 Cf. Hanne Olivier, Larabi Guillaume, p.44
- 17 Carayol Rémi, « Terrorisme au Sahel: l'ère du black djihad », Jeune Afrique, 01/02/2016
- 18 Cf. Hanne Olivier, Larabi Guillaume, p.60

- 19 Daniel Serge, Les mafias du Mali : trafics et terrorisme au Sahel, Descartes, 2014
- 20 Cf. Hanne Olivier, Larabi Guillaume, p.99 et 104
- 21 Carayol Rémi, «Terrorisme au Sahel: l'ère du blackdjidihad», Jeune Afrique, 01/02/2016
- 22 Carayol Rémi, «Mali: Keïta et Kouffa, l'inquiétant du terroriste du Sud», Jeune Afrique, 03/12/2015
- 23 Carayol Rémi, «Terrorisme au Sahel: l'ère du blackdjidihad», Jeune Afrique, 01/02/2016
- 24 « AQMI recrute de plus en plus de jeunes en Afrique de l'Ouest », RFI, 17/03/2016
- 25 Larabi Guillaume, « Barkhane risque le grand écart », Huffington Post, 22/01/2016
- 26 Carayol Rémi, «Terrorisme au Sahel: l'ère du blackdjidihad», Jeune Afrique, 01/02/2016
- 27 Respectivement fin juin et début juillet 2016 par les voix d'Iyadag Ghali et Djame- l'Okacha
- 28 Larabi Guillaume, « Barkhane risque le grand écart », Huffington Post, 22/01/2016

Publication Date:

2016-11-07

Price: 0,00€

- [AQMI](#)
 - [Djihad noir](#)
 - [Peuls](#)
 - [Sahel](#)
 - [sécurité dans le Sahel](#)
 - [Terrorisme](#)
-